



global witness



Le 5 mai 2017

Président Donald Trump  
Maison-Blanche  
1600 Pennsylvania Avenue, NW  
Washington, DC 20500

Secrétaire Rex Tillerson  
Département d'État des États-Unis  
2201 C Street, NW  
Washington, DC 20522

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire d'État,

Au cours des quatre derniers mois, votre gouvernement a clairement manifesté son intention de nuire fatalement à la disposition sur les « minerais du conflit » du Dodd-Frank Act (article 1502), ainsi qu'à la Règle sur les minerais du conflit promulguée par la Securities and Exchange Commission (SEC). À cette fin, votre gouvernement a pris plusieurs mesures pour contourner ou ignorer la loi en vigueur et l'intention du Congrès sur laquelle elle s'appuie.

Nous vous adressons plus particulièrement ce courrier pour vous exposer nos préoccupations par rapport à la récente consultation organisée par le Département d'État qui sollicite « *la participation des parties prenantes afin d'éclairer les recommandations les plus propices à un approvisionnement responsable en étain, en tantale, en tungstène et en or* ».

Nous croyons comprendre que le but ultime de cette démarche est d'éclairer la mise en œuvre d'une loi affaiblie pour remplacer l'article 1502, et la Règle sur les minerais du conflit qui l'accompagne, sous l'égide du Département d'État. Comme nous l'avons clairement indiqué lors de précédents commentaires, nous estimons que l'application de la loi existante reste le meilleur moyen de perturber le commerce de minerais du conflit et de s'assurer que les entreprises américaines s'approvisionnent en minerais de manière responsable.

L'objectif et les modalités de cette consultation ont dès le départ manqué de clarté et de transparence.

Il incombe au Congrès de promulguer ou d'abroger les lois, et aux agences exécutives, telles que le Département d'État, de les exécuter fidèlement. Pourtant, l'avis de consultation n'indique pas clairement les raisons pour lesquelles le Département d'État se lance dans d'importants travaux de développement politique, tandis que l'article 1502 et la Règle sur les minerais du conflit ne sont en rien modifiées. En outre, s'il semblerait que certains commentaires aient été rendus publics, nous avons connaissance de commentaires privés sollicités par des voies autres que l'adresse électronique officielle indiquée dans l'avis.

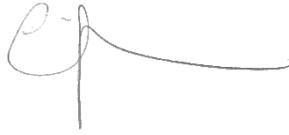
La politique américaine sur les minerais du conflit est critique pour un large éventail de parties prenantes, de même que son impact. Elle mérite et exige un débat clair et public. Cette consultation, qui semble reposer sur l'abrogation d'une loi qui n'est en rien modifiée, ne peut que nuire au débat.

Si nous restons prêts à prendre part à une discussion publique et transparente sur cette politique, nous ne saurions participer à une démarche opaque allant à l'encontre de ces principes.

Veillez agréer, Messieurs, l'expression de nos respectueuses salutations.



Margaret Huang  
Executive Director  
Amnesty International USA



Corinna Gilfillan  
Head of the US Office  
Global Witness

